



# PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Direction de la citoyenneté Bureau des procédures environnementales et foncières

**Arrêté n° BPEF-2024-0102 du**

**24 JUIN 2024**

portant mise en demeure à l'encontre de la SAS SARA, située ZI de la Pépinière à Craon (53400), de respecter les prescriptions applicables à son unité d'abattage de volailles, de découpe et de stockage des emballages et des produits frais congelés

**La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 et suivants et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » et notamment ses articles 5, 19 et 29 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2018 modifié autorisant la SAS SARA à exploiter une unité d'abattage de volailles, de découpe et de stockage des emballages et des produits frais congelés, sise ZI de La Pépinière à Craon (53400) ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2023 modifié, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance du préfet de la Mayenne ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 avril 2024, à la suite de sa visite d'inspection réalisée sur le site de l'entreprise SARA le 15 avril 2024 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées en date du 24 avril 2024, transmettant le rapport à la SAS SARA et lui accordant un délai de quinze jours pour présenter ses éventuelles observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et transmis au préfet ce même jour ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier du 15 avril 2024 susvisé, notifié le 29 avril 2024 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement « lorsqu'un agent chargé du contrôle établit à l'adresse de l'autorité administrative compétente un rapport faisant état de faits contraires aux prescriptions applicables, en vertu du présent code, à une installation, un ouvrage, des travaux, un aménagement, une opération, un objet, un dispositif ou une activité, il en remet une copie à l'intéressé qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative » ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L. 514-5 du code de l'environnement « l'exploitant est informé par l'inspecteur des installations classées des suites du contrôle. L'inspecteur des installations classées transmet son rapport de contrôle au préfet et en fait copie simultanément à l'exploitant. Celui-ci peut faire part au préfet de ses observations » ;

CONSIDERANT que lors de sa visite en date du 15 avril 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a, notamment, constaté les faits suivants :

- débordement de la benne de récupération des refus de tamisage de pré-traitement des eaux usées et d'un bac « bleu » dans la même zone. Des déchets sont présents au sol ;
- présence de trois bacs bleus, à l'extérieur, près du quai d'expédition des sous-produits, remplis de jus et de plumes. Les jus d'écoulement de ces bacs et ceux de la zone de pré-traitement, sont orientés vers les canalisations d'eaux pluviales ;
- stockage des déchets récupérés en amont du dégrillage dans une benne et des bacs dans la zone de pré-traitement dont des jus et le trop plein s'écoulent sur l'aire imperméabilisée de la zone de pré-traitement ;

CONSIDERANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 5 « intégration dans le paysage », article 19 « rétention des stockages de déchets et de sous-produits » et article 29 « stockage et traitement des déchets et sous-produits » de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié susvisé ;

CONSIDERANT que ces constats ont déjà été relevés lors de précédentes visites d'inspection (2 février 2017 et 23 octobre 2020) ;

CONSIDERANT que le rapport en date du 24 avril 2024 a été transmis le même jour à la SAS SARA dans le cadre de la procédure contradictoire, et que celle-ci n'a pas formulé d'observation dans le délai de quinze jours qui lui était imparti ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la SAS SARA de respecter les dispositions des articles 5, 19 et 29 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : la SAS SARA, exploitant une unité d'abattage de volailles, de découpe et de stockage des emballages et des produits frais congelés, sise ZI La Pépinière à Craon (53400), est mise en demeure, dans les délais fixés ci-après, à compter de la notification du présent arrêté :

##### **1 – dans un délai de 30 jours :**

- de définir des consignes d'exploitation permettant d'assurer l'absence de débordement des bennes (y compris lors de leur chargement sur le véhicule porteur) et bas de collecte des sous-produits animaux et déchets, et les faire appliquer ;
- de définir des consignes d'exploitation permettant d'assurer l'entretien et le nettoyage régulier des abords, en particulier de la zone de prétraitement des eaux usées et des zones de stockage des sous-produits animaux, et les faire appliquer.

##### **2 – dans un délai de 90 jours :**

- de réaliser les aménagements nécessaires pour prévenir tout écoulement d'eaux souillées vers le réseau de collecte des eaux pluviales, en particulier au niveau de la zone de pré-traitement des eaux usées.

**ARTICLE 2** : dans le cas où les obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la SAS SARA les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** : le présent arrêté est notifié à la SAS SARA par courrier recommandé avec accusé de réception.

**ARTICLE 4 :** l'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, et jusqu'à la justification du respect de toutes les dispositions de l'article 1 du présent arrêté, sur le site internet des services de l'État à l'adresse suivante : <https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

**ARTICLE 5 :** le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la sous-préfète de Château-Gontier, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Laval, le **24 JUIN 2024**

Pour la préfète et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général de la  
préfecture de la Mayenne,

  
Samuel GESRET

#### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article [L.171-11 du code de l'environnement](#), le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) dans les délais prévus à l'article [R.421-1 du code de justice administrative](#), à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)